



UNION EUROPÉENNE



Région  
Provence  
Alpes  
Côte d'Azur



PRÉFET DE LA RÉGION  
PROVENCE-ALPES  
CÔTE D'AZUR

## Procès-verbal du 1<sup>er</sup> Comité de suivi inter-fonds 2014-2020

La liste des participants jointe.

Document annexe n°1 : liste des participants

Le Comité de Suivi est présidé par M. **Patrick Allemand**, Vice-président délégué aux Relations internationales, à l'Europe et l'Euro-Région, et par M. **Thierry Queffelec**, Sous-préfet, Secrétaire Général aux Affaires Régionales.

Début de la séance : le 18 décembre 2014 – 9h00

Fin de la séance : le 18 décembre 2014 – 13h00

### Sujets à l'ordre du jour

- A - Allocutions introductives
- B - Présentation de l'organisation des services de la Région pour assumer ses missions d'Autorité de gestion
- C - Adoption du règlement intérieur du comité de suivi inter fonds 2014-2020
- D - Présentation du programme opérationnel national 2014-2020 en région PACA
- E - Présentation des Programmes opérationnels 2014-2020
- F - Point d'avancement sur la préparation du PDR 2014-2020
- G - Lancement de la programmation FEDER - FSE 2014 - 2020
- H - Présentation de l'évaluation ex-ante à la mise en place d'instruments financiers financés par les fonds européens
- I - Présentation du diagnostic communication première étape pour la définition d'une stratégie de communication des programmes 2014-2020

### A. Allocutions introductives

Allocution de bienvenue par **Patrick Allemand**, qui excuse le Président Vauzelle empêché.

La Région, nouvelle autorité de gestion, souhaite poursuivre la tradition de coprésidence des instances de programme avec l'Etat. Patrick Allemand souligne les conditions optimales dans lesquelles s'est fait le passage de témoin avec l'Etat en matière de gestion des fonds européens et la logique dans laquelle s'inscrit la gestion des fonds en cohérence et complémentarité avec les politiques publiques régionales. Il remercie les équipes de la Région pour les efforts de reprise de ces missions. Patrick Allemand revient sur la méthode de travail partenariale retenue pour permettre l'adoption de ces programmes opérationnels. Il détaille les propositions ambitieuses pour le territoire qu'ils contiennent. Il souligne l'importance de l'animation et de la communication autour de ces programmes. Il s'agit bien de facteurs essentiels de succès pour la période de programmation qui s'ouvre, d'autant plus que les projets retenus sont moins visibles et plus immatériels que précédemment. Alors que l'Europe paraît lointaine à nos concitoyens, mal comprise, nous devons redoubler d'efforts pour répondre à la désaffection des électeurs, et combattre l'impasse dans laquelle veut nous conduire l'extrême droite. Le défi de la nouvelle Autorité de gestion sera de faciliter l'accès aux dispositifs et d'améliorer la valorisation des projets.



Savoir-faire et faire-savoir devront orienter l'action de la Région à commencer par le séminaire de lancement du 26 janvier 2015, qui sera nourri par les décisions prises par le Comité de suivi de ce jour.

**Thierry Queffelec**, salue la décision de la Région d'avoir voulu maintenir la coprésidence des instances de suivi et de programmation. Il annonce les résultats de la programmation 2007-2014 : 879 M€ ont été programmés et 27 000 projets soutenus avec un taux de réalisation important. Ces résultats ont été obtenus grâce au travail des services instructeurs de l'Etat et des organismes intermédiaires parmi lesquels ceux de la Région. Mais un travail important reste encore à faire sur la certification. Le dégagement d'office a été évité cette année de justesse mais, des 51,7M€ de crédits à justifier, 20M€ de facture ont été récupérées au mois de novembre. La difficulté à obtenir des porteurs de projets les factures ne devra plus se répéter en 2015. L'objectif de certification 2015 est de 20M€ et les services du SGAR vont mettre en place des outils de suivi et un plan d'action qui sera communiqué et déployé dès début 2015.

**Pierre-Emmanuel Leclerc**, Commission européenne - DG REGIO, félicite la Région PACA pour l'adoption du programme opérationnel FEDER FSE 2014-2020 le 12 décembre 2014 et rappelle que la période de négociation des programmes a été longue et compliquée. Il précise que le travail avait commencé bien en amont avec des négociations informelles, un travail itératif important et trois réunions bilatérales. Ce travail a été mené au prix d'un énorme investissement des équipes à Marseille comme à Bruxelles durant deux années. Il salue le document de qualité qui en ressort et souligne ses points d'intérêt :

- Une bonne concentration thématique sur les objectifs de l'Europe 2020 et le PO PACA va au-delà des objectifs minimaux notamment sur les énergies renouvelables.
- Signale la large place faite aux instruments financiers dans le programme.
- Indique la présence des investissements territoriaux intégrés (4 ITI au bénéfice des quartiers prioritaires de la nouvelle politique de la ville).

Il énonce les principes de gestion souhaités par la Commission : transparence, lisibilité, partenariat, approche par les résultats.

**Gaëtane Meddens**, Commission européenne - DG EMPLOI, félicite la Région pour ses résultats et son travail. Elle souligne la situation critique en matière d'emploi de la Région PACA et la nécessité d'intensifier les efforts. La politique de cohésion représente 1/3 du budget de l'Europe, l'investissement en capital humain représente 80Mds€, financement du FSE. Gaëtane Meddens déclare que la France est l'un des majeurs bénéficiaires du FSE et rappelle les exigences de simplification administrative et l'approche par les résultats et incite l'AG à se saisir des opportunités de simplification ouvertes par les règlements.

**Belen Disdier-Rico**, Commission européenne - DG AGRI, évoque l'architecture complexe du plan de développement régional qui inclut un socle national sur lesquels le travail entre la Commission et l'Etat français est encore en cours. Au niveau de l'Europe reste aussi le problème d'un cadrage financier pluriannuel qui devra être amendé pour devenir réellement opérationnel. La question financière bloque au moins jusqu'au mois de mai 2015 l'approbation des PDR de tous les Etats membres sans distinction. Mais le travail avec les AG doit continuer malgré ces difficultés. Elle affirme que parmi les points les plus importants de la nouvelle programmation, les critères de sélection et le cadre de performance ont une place tout à fait spécifique, le cadre de performance s'appliquant à une partie des mesures du PDR

## **B. Présentation de l'organisation des services de l'Autorité de gestion**

**Philippe Gichowlaz**, Conseil régional - DGA Pôle Europe et International, présente la nouvelle organisation de la Région et annonce qu'une description plus détaillée des fonctions sera communiquée au Comité de suivi par la suite.

Document annexe n°2 : organigramme des services chargés des missions d'AG

## **C. Adoption du règlement intérieur**



**Raphaële de Giuli Morghen**, Conseil régional - DAG, présente le règlement intérieur du Comité de suivi. Met l'accent en particulier sur la nouvelle exigence en matière de prévention des conflits d'intérêt qui se traduit par une procédure déclarative du membre qui se trouverait dans une situation de conflit d'intérêt.

**Pierre-Emmanuel Leclerc**, Commission européenne - DG REGIO, demande au minimum une réunion en présentiel par an du Comité de suivi. Dans le cas d'une consultation écrite il sera important que les observations des membres soient communiquées aux autres tout le long de la consultation. Il demande que les Comités de suivi des deux périodes de programmation puissent se tenir sur une même journée et rappelle la nécessité de respecter un délai de mise à disposition des dossiers de 10 jours. Il remarque que le règlement intérieur n'apporte pas de précisions sur les modalités de prise de décision du Comité de suivi.

**Belen Disdier-Rico**, Commission européenne - DG AGRI, demande que chaque fonds ait la place suffisante pour être analysé en Comité de sélection car, dans la précédente programmation, il n'y a pas eu un partage équitable des temps de présentation.

**Thomas Charuel**, DGEFP, demande d'inclure le volet déconcentré du FSE national dans le périmètre du Comité de suivi inter fonds 2014-2020.

**Raphaële de Giuli Morghen**, Conseil régional – DAG répond que :

- Les décisions du Comité de suivi seront prises par voie de consensus ;
- Le volet déconcentré du PO FSE national sera pris en compte dans les missions du Comité de suivi interfonds régional.

**DECISION :**

**Sous réserve des modifications demandées, le règlement intérieur du comité de suivi est adopté.**

Document annexé n° 3 : Règlement intérieur dans sa version modifiée

**D. Présentation du Programme opérationnel national FSE 2014-2020**

**Patrick Maddalone**, DIRECCTE, présente les contenus du PON PACA 2014-2020 et la gouvernance du volet inclusion avec les Conseils généraux

Document annexé n° 4 : Présentation power point

**E. Présentation du Programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020**

**Christine Loussert**, CR-DAE-SPAE, présente les étapes d'élaboration du PO FEDER-FSE 2014-2020 et sa structure.

Document annexé n° 5 : Présentation power point

**F. Point d'avancement sur la préparation du PDR 2014 - 2020**

**Géraldine Pollet**, CR-DAE, annonce que la date de validation du Plan de Développement Rural PACA est reportée à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2015 mais que la préparation du programme est déjà très avancée et n'attend que le déblocage des dispositifs cadrés au niveau national. En attendant l'aboutissement des négociations du FEADER au niveau national, une procédure de validation informelle, mesure par mesure de la Commission



permettra de débloquer les mesures les plus urgentes comme la DJA, le plan de compétitivité, la MAE et LEADER qui doivent démarrer au 1<sup>er</sup> trimestre 2015.

Pour le paiement aux porteurs de projets, ce calendrier de validation ne devrait pas être pénalisant car la plupart des dispositifs est payée à la fin de l'année hormis le DJA. Pour cette mesure, l'Etat garantit, avec ses propres crédits, un mécanisme de préfinancement de la part FEADER.

- Point sur la sélection des PAEC pour la gestion des MAEC
- Point sur la sélection GAL pour la gestion de la mesure LEADER

**Raphaële de Giuli Morghen**, Conseil régional - DAG, présente le bilan de la période de transition FEADER.

**Claude Rossignol**, Chambre régional agriculture, félicite le travail du Conseil régional mais s'insurge contre les retards de l'Etat et les problèmes que cela va entraîner notamment en région PACA en matière d'ICHN et de MAE

**Pascale Riccobini**, Ministère agriculture, DGPAAT, apporte des précisions sur le calendrier d'approbation et annonce que les agriculteurs peuvent déposer leurs dossiers le 15 mai car l'Etat assurera le préfinancement ICHN et MAE en dépit du jeu des négociations entre la France et la Commission.

Document annexé n° 6 : Présentation power point

#### **G. Lancement programmation FEDER – FSE 2014-2020**

**Raphaële de Giuli Morghen**, Conseil régional - DAG, présente le rôle du Comité de suivi compétent pour valider les critères et les procédures de sélection des projets pour le FEDER-FSE. Elle précise que, pour le FEADER, le Comité de suivi doit uniquement être informé et illustre les deux typologies de procédure de sélection qui seront mises en œuvre par l'Autorité de gestion pour le PO FEDER/FSE.

**Géraldine Pollet**, CR-DAE, explique la logique qui préside l'élaboration des critères de sélection des projets

**Michel Math**, Conseil général Alpes-de-Haute-Provence, considère que les seuils planchers sont un peu élevés et demande les adaptations prévues aux spécificités territoriales.

**Géraldine Pollet**, CR-DAE, explique la raison de seuils élevés mais adaptés aux mesures et établis sur la base d'une analyse de la période précédente. Il s'agit d'un seuil d'opportunité à la fois pour la Région gestionnaire et pour le porteur de projet. Si, en cours de programmation, l'Autorité de gestion était amenée à constater que l'application de ces critères crée un déséquilibre territorial ou thématique, rien n'empêcherait le lancement d'appels à projet plus ciblés territorialement

**Gaëtane Meddens**, Commission européenne - DG EMPLOI, rappelle que les procédures de sélection, doivent préciser la référence à la réglementation UE, les indicateurs et les exigences en matière de communication et publicité, le degré de conventionnement. Elle souligne la nécessité d'accorder un délai raisonnable de sélection et les exigences de simplification.

**Patrick Allemand**, Vice-Président du Conseil régional, évoque la complexité de déterminer les seuils et que, dans le choix de ces seuils, un facteur déterminant est le coût de gestion des subventions européennes. A ce propos, il précise que les moyens humains déployés par l'Autorité de gestion se chiffrent à 73 équivalents temps plein et que toute diminution des seuils conduit mécaniquement à une augmentation des coûts de gestion.

**Géraldine Pollet**, CR-DAE, affirme que le critère de capacité administrative et financière concerne tous les appels à proposition systématiquement et précise que les seuils ne s'appliquent pas aux instruments financiers. Elle ajoute que l'antériorité du porteur de projet n'est pas un critère en soi mais qu'il sera pris en compte en tant qu'élément transversal dans l'analyse des autres critères.



**Raphaële de Giuli Morghen**, Conseil régional - DAG, précise que toutes les obligations, notamment de publicité, et références réglementaires seront rappelées dans le guide du porteur de projet ainsi que dans le texte de l'appel à propositions ou à projets.

**Pierre-Emmanuel Leclerc**, Commission européenne - DG REGIO, demande ce qui préside au choix d'une modalité de sélection plutôt que l'autre, comment se décide la notation, s'il y aura un comité de sélection et quelle sera l'autonomie du comité régional de programmation (CRP). Il demande comment la sélection sera opérée dans le cadre des ITI et pourquoi les projets financés par le biais des instruments financiers apparaissent en dehors du champ de la procédure et des critères de sélection présentés.

**Philippe Cichowlaz**, Conseil régional - DGA Pôle Europe et International, explique que le recours aux appels à projet sera essentiellement envisagé si un autre co-financeur public s'engage à apporter systématiquement son cofinancement aux projets sélectionnés par l'Autorité de gestion, dans le cadre d'un appel à projets conjointement défini.

**Raphaële de Giuli Morghen**, Conseil régional - DAG, précise que l'objectif de l'appel à proposition, dont le champ est plus large que les appels à projets, est la dynamisation de la programmation. La sélection sera la même avec une évaluation de chaque projet, menée sur la base d'une grille. Les projets seront instruits par blocs dans l'idée d'avoir une démarche d'évaluation comparée (sans être dans le pur "fil de l'eau"). Un comité technique de pré-programmation ad hoc composé par les co-financeurs est également prévu, afin de valider les plans de financement des projets. Le Comité régional de programmation donnera un avis consultatif. En théorie le CRP-pourrait ne pas partager l'avis du service instructeur mais, sauf erreur manifeste dans l'application des critères d'éligibilité et de sélection, le CRP devrait rarement se trouver en contradiction avec l'analyse du service instructeur. Il a été décidé de maintenir un CRP pour garantir la dimension partenariale de la programmation des dossiers.

Dans le cadre d'un ITI, les agglomérations et métropoles concernées vont définir les critères de qualité des projets de leur périmètre géographique, donner un avis dans le cadre de l'instruction de chaque projet, portant sur la qualité du projet, et participer au comité de sélection qui validera la liste des projets que le service instructeur présentera à la programmation.

La sélection des projets dans le cadre des instruments financiers sera fondée sur les stratégies d'investissement définies par l'évaluation ex-ante.

**Pierre-Emmanuel Leclerc**, Commission européenne - DG REGIO insiste pour savoir pourquoi les critères de sélection présentés ne s'appliquent pas aux projets financés par les IF.

**Raphaële de Giuli Morghen**, Conseil régional - DAG, confirme que ces critères seront inclus dans la sélection des instruments financiers, mais qu'ils seront complétés par des critères propres aux stratégies d'investissement ciblées par l'évaluation ex-ante.

**Géraldine Pollet**, CR-DAE, annonce que, à partir de janvier 2015 seront publiés les appels à proposition et que le séminaire de lancement de la programmation, prévu le 26 janvier 2015 sera une première occasion de présenter cette stratégie de programmation aux porteurs de projets. Une déclinaison de ce séminaire régional sera prévue dans les territoires par la suite en concomitance avec le lancement d'un réseau d'animation. S'agissant de la programmation, un premier CRP sera organisé en juin 2015 et, en principe, il y aura un CRP tous les deux mois.

#### **DECISION:**

**Les procédures et les critères de sélection pour le PO FEDER-FSE 2014-2020 sont adoptés**

Document annexé n° 7 : Présentation power point

## I. Evaluation ex-ante sur la mise en œuvre des fonds par les instruments financiers

Hugo Thenin, EDATER, présente le contexte de la mission d'évaluation confiée au groupement EDATER-SOFRED et illustre les résultats de l'étude

Thibault Pourbaix, Chambre régionale ESS: se félicite de la proposition de déployer JEREMIE pour les structures ESS et demande quelle sera la composition du Comité des IF préconisée par l'étude et comment les structures du territoire seront associées.

Patrick Allemand, Vice-Président du Conseil régional, indique que la proposition d'EDATER doit être analysée par l'Autorité de gestion.

Belen Disdier-Rico, Commission européenne - DG AGRI, demande des précisions sur les prêts participatifs pour les agriculteurs, précisions qui sont apportées par le cabinet EDATER

Document annexé n° 7 : Présentation power point

## G. Présentation du diagnostic sur la communication

Virginie Lacomblez, CR-DAG-SCPR, présente les résultats du diagnostic sur la communication commandité par la Région au groupement de prestataires FRANCOM-BVA et les premières préconisations établies dans le cadre de la définition de la stratégie de communication 2014-2020. La stratégie de communication sera finalisée au premier trimestre 2015 et sera présentée pour validation lors du prochain Comité de suivi.

Document annexé n° 8 : Présentation power point

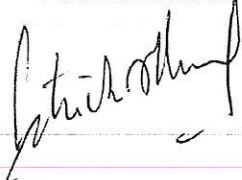
Fin de session à 13h00.

La présidence rappelle que le Comité de suivi 2007-2013 se poursuit dans l'après-midi dans l'Hémicycle de l'Hôtel de région.

Pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le Vice-Président

Patrick Allemand



Pour la Préfecture de région

Le Secrétaire Général aux Affaires Régionales

Thierry Queffelec

